

**Colloque du 23 et 24 novembre 2006
Au Palais des Nations Unies – salle 12 – à Genève**

Mémoire et Droits Humains

Abdelkbir EL HAKKAOUI
Président
AIDE Fédération

Allocution d'ouverture

Au nom de tous les organisateurs, je vous souhaite la bienvenue et vous remercie pour l'intérêt que vous témoignez au thème crucial qui nous préoccupe. Comme vous le savez, pendant plus de quatre cents ans l'esclavagisme et plus tard le colonialisme, n'ont cessé de porter atteinte à la dignité humaine. La supériorité supposée de la race blanche a été imposée comme un fait naturel alors que les noirs, les colonisés et les pauvres étaient présentés comme des êtres inférieurs pour mieux justifier et légitimer toutes les formes d'exploitation.

Nous pouvons à présent apprécier jusqu'à quel point les réalités socio-économiques actuelles continuent d'être déterminées par tout un passé d'esclavage, de colonisation et de racisme. La traite négrière a contribué à faire de l'Afrique, des Caraïbes, des Amériques et de l'Europe ce qu'elles sont aujourd'hui.

Plusieurs pays, anciennement colonisateurs, continuent d'entretenir une domination économique et politique qui maintient le tiers-monde, et en particulier l'Afrique, au stade de réservoir de main-d'œuvre et de matières premières. Comme si, certains pays devaient être toujours privilégiés, pendant que d'autres, constamment voués à la servitude et à la misère.

Nous avons aujourd'hui un devoir de mémoire, celui de restituer et de transmettre l'histoire dans la sérénité, sans haine, sans passion, mais dans le respect de la vérité.

Le premier pas nécessaire dans ce sens, serait la condamnation sans équivoque de l'esclavagisme, du colonialisme et du racisme.

Il y va de l'intérêt de la coopération internationale que certains pays développés reconnaissent le fait que leurs sociétés sont imprégnées de ce passé peu glorieux. De toute manière, les citoyens demandent, à présent, que soit prise en compte cette réalité qui fait partie de leur histoire.

L'opinion publique est en demande de connaissance et d'explication sur ce passé longtemps occulté, où ont prévalu les entreprises d'asservissement et de déshumanisation des peuples dominés.

Depuis quelque temps, le débat sur la mémoire et l'histoire européenne a pris un nouvel essor. Des voix se sont élevées pour dénoncer la traite négrière et le colonialisme.

La conférence de Durban contre le racisme a pu relancer l'intérêt pour cette partie tragique de l'histoire de l'humanité. Quoi qu'il en soit, il aura fallu plus de cent cinquante ans pour voir la France franchir un nouveau pas, en votant en 2001, la loi Taubira, qui qualifie l'esclavage et la traite négrière de crimes contre l'humanité, et décréter en 2006, le 10 mai comme journée nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Combien de temps faudra-t-il encore attendre pour que les autres pays d'Europe et d'Amérique en fassent de même ?

Mesdames, Messieurs et chers amis, aujourd'hui l'heure est à la reconnaissance des vérités historiques. Il est temps que le Parlement européen et l'ensemble des Nations Unies adoptent une résolution qualifiant, une fois pour toute l'esclavage et la traite négrière de crimes contre l'Humanité et instituant dès lors une journée internationale de commémoration dans ce sens.

Ces mêmes actions doivent d'ailleurs être investies dans tout ce qui a, de près ou de loin rapport avec les maux de notre siècle contemporain, à savoir colonisation, domination et exploitation. Il demeure cependant admis qu'en dépit de la bonne volonté d'un grand nombre de personnes dévouées pour cette noble tâche, cette réalité historique reste ignorée, parfois même délibérément mystifiée.

Ce passé pèse encore lourdement sur nos sociétés. Le racisme et de nouvelles formes d'assujettissement ressurgissent sous des procédés renouvelés, aussi pernicieux qu'inadmissibles.

Dans tous les cas, c'est dans le prolongement d'un travail historique que pourra prendre corps la construction d'une mémoire partagée.

Notre devoir à toutes et à tous est de ne point nier un fait historique définitivement établi et reconnu comme tel. Refuser cette reconnaissance, c'est en quelque sorte cautionner l'inacceptable.

Notre rencontre ne se fixe pas pour but une commémoration passionnelle, empreinte de regrets et de colère. L'objectif ici n'est pas d'accuser ni d'excuser, mais de proposer un travail de recherche, d'analyse et de réflexion sur la mémoire, fondé sur la démystification de ce passé qui interpelle chacun d'entre nous.

Nul doute en effet que ce passé mal exploré, ne peut qu'engendrer traumatismes et frustrations. Il se manifeste, au quotidien, par les maux que connaissent nos sociétés actuelles : violence, racisme, inégalités, intolérance. C'est pourquoi ce travail est plus que jamais indispensable pour faire reculer les malentendus et le spectre du conflit des civilisations.

Ce qui nous réunit ici, nous en sommes persuadés, c'est la croyance en certaines valeurs communes et notre détermination à lutter contre toutes les formes de préjugés et de discriminations.

C'est là un défi pour nous tous.

Je vous remercie pour votre attention.